

|                                    |
|------------------------------------|
| RCS : AMIENS<br>Code greffe : 8002 |
|------------------------------------|

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

|                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Numéro de gestion : 2012 B 00318<br>Numéro SIREN : 751 299 785<br>Nom ou dénomination : A2R |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2019 sous le numéro de dépôt A2019/000963

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **AMIENS**

**Dénomination :** A2R  
**Adresse :** 13 rue de L'eglise 80132 Neuilly-l'hopital -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2012B00318  
**n° d'identification :** 751 299 785  
**n° de dépôt :** A2019/000963  
**Date du dépôt :** 22/02/2019

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale du 26/12/2018



387313

387313

## **AU PETIT CHAUDRON**

Société à Responsabilité Limitée  
Au Capital de 339.729 Euros

Siège Social : 390, route d'Abbeville  
**80120 RUE**

751 299 785 R.C.S. AMIENS

## **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 26 DECEMBRE 2018**

Le VINGT SIX DECEMBRE,  
De l'An DEUX MIL DIX HUIT, à QUATORZE Heures, les Associés de la Société « AU PETIT CHAUDRON », Société à Responsabilité Limitée, au Capital de TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (339.729 €), divisé en TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF (339.729) parts de UN Euro (1 €) chacune, dont le Siège est à RUE (Somme) – 390, route d'Abbeville,

SE SONT REUNIS à au siège social sur la convocation qui leur a été faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la Présidence de Monsieur **Vincent BOUVET**, Gérant.

Le Président constate :

### **QUE SONT PRESENTS A LA REUNION**

- Monsieur **Vincent BOUVET**, propriétaire de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF parts sociales, ci .....319.729
- Monsieur **Sébastien SUEUR**, propriétaire de VINGT MILLE parts sociales, ci .....20.000

**TOTAL DES PARTS PRESENTES :**  
**DEUX PARTS SOCIALES, ci .....339.729**

Le Président constate, en conséquence, que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à l'unanimité des associés.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

SS B

## **ORDRE DU JOUR**

- Réduction de capital social d'une somme de 20.000 euros par voie de rachat de parts sociales.
- Conditions et modalités de la réduction de capital
- Modification corrélative des statuts sous condition suspensive.
- Changement de dénomination et modification corrélative des statuts sous condition suspensive.
- Transfert de siège social et modification corrélative des statuts sous condition suspensive.
- Modification de l'objet social et modification corrélative des statuts sous condition suspensive
- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social
- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée sous condition suspensive
- Pouvoir en vue des formalités.
- Questions diverses.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- Un exemplaire de la lettre de convocation envoyée à chacun des Associés non gérants.
- Le rapport de la Gérance.
- Le rapport du Commissaire à la transformation,
- Le texte des résolutions qui sera proposé au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Le Président donne ensuite, lecture du rapport de la Gérance.

Il est également donné lecture du rapport du Commissaire aux Comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de la gérance, décide de réduire le capital social de VINGT MILLE EUROS (20.000 €), pour le ramener de TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (339.729 €) à TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (319.729 €), par voie de rachat de VINGT MILLE (20.000) parts sociales, appartenant à l'associé suivant :

- Monsieur Sébastien SUEUR, à hauteur de VINGT MILLE (20.000) parts sociales.

S.S. 

D'une valeur nominale d'UN euro (1€) chacune, au prix unitaire de UN EUROS ET SOIXANTE NEUF CENTIMES (1,69 €), sous condition suspensive de l'absence d'oppositions des créanciers ou du rejet de celles-ci.

L'excédent du prix global de rachat sur la valeur nominale des parts sociales rachetées, soit la somme de 13.800 €, sera imputé sur les postes « *Report à nouveau créditeur* », tels que figurant au bilan de la société, arrêté à la date du 30 septembre 2018.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant pour constater, le cas échéant, la réalisation de la condition suspensive dont est assortie cette décision de réduction du capital et la réalisation définitive de celle-ci, ainsi que pour procéder matériellement au rachat des parts des associés concernés, sans que le rachat donne lieu à un acte distinct de celui constatant la réalisation définitive de la réduction de capital et donne tous pouvoirs au gérant en vue de mettre en harmonie les statuts.

Monsieur Vincent BOUVET indique à l'instant même à l'Assemblée accepter formellement ladite opération de réduction de capital et ne pas vouloir en bénéficier.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

En conséquence des résolutions qui précèdent, et sous la même condition suspensive, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles 6, 7 et 8 des statuts :

#### **« ARTICLE 6 – APPORTS »**

*Lors de la constitution de la société, il a été apporté en numéraire la somme de CENT EUROS, ci ..... + 100 euros*

*Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 29 août 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de 319.629 euros par apport effectué par Monsieur Vincent BOUVET de son entreprise individuelle de restauration exploité à RUE (80120) 390 route d'Abbeville et évalué à la somme de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SIX CENT VINGT NEUF EUROS, ci ..... + 319.629 euros*

*Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 26 novembre 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de VINGT MILLE EUROS par apport en numéraire de Monsieur Sébastien SUEUR, ci ..... + 20.000 euros*

*Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 26 décembre 2018, il a été décidé de réduire le Capital d'une somme de 20.000 Euros par voie de rachat puis d'annulation de 20.000 parts sociales, ci ..... - 20.000 euros*

**TOTAL DES APPORTS : TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS, ci ..... 319.729 EUROS**

S.S

B

## **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (319.729 €).*

*Il est divisé en TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF (319.729) parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérée.*

## **ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES**

*Les parts sociales sont attribuées en totalité à Monsieur Vincent BOUVET, Associé Unique et intégralement libérée ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la Société, qui devient à « A2R » et ce à compter de la date de réalisation de la condition suspensive visée aux résolutions précédentes.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 3 des statuts, qui sera libellé de la façon suivante :

#### **« ARTICLE 3 – DENOMINATION**

*La dénomination de la société est : « A2R »*

*Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L » et de l'énonciation du montant du capital social ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide de transférer le Siège Social situé actuellement à RUE (Somme) – 390, route d'Abbeville, à NEUILLY L'HOPITAL (80132) – 13, rue de l'église et ce à compter de la date de réalisation de la condition suspensive visée aux résolutions précédentes.

En conséquence, l'article 4 des statuts sera rédigé de la façon suivante :

#### **« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

*Le siège social est fixé à NEUILLY L'HOPITAL (80132) – 13, rue de l'église.*

*(Le reste de l'article est sans changement) ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

S.S. B

## **CINQUIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de modifier, à compter de la date de réalisation de la condition suspensive visée aux résolutions précédentes, l'objet social de la société pour :

- L'Acquisition, la vente, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers.
- Toutes prises de participations dans des sociétés ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières.
- La gestion, l'achat, la vente de ces participations par tous moyens à sa convenance.
- Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées.

En conséquence, l'article 2 des statuts sera modifié comme suit :

### **« ARTICLE 2. OBJET »**

*La société a pour objet, en France et dans tous pays :*

- *L'Acquisition, la vente, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers.*
- *Toutes prises de participations dans des sociétés ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières.*
- *La gestion, l'achat, la vente de ces participations par tous moyens à sa convenance.*
- *Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **SIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance et du rapport du Commissaire à la transformation établi par le Cabinet VDB et Associés, sur la situation de la Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social de la Société et les éventuels avantages particuliers conformément aux dispositions des articles L 223-43 et L 224-3 du Code de commerce, constate que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, approuve expressément la valeur des biens composant l'actif social et constate l'absence d'avantage particulier au profit d'associés ou de tiers.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, du rapport du Commissaire à la transformation sur la situation de la Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les éventuels avantages particuliers établi conformément aux dispositions des articles L 223-43 et L 224-3 du Code de commerce, décide, en application des dispositions des articles L 223-43 et L 227-3 dudit Code de commerce, de transformer la Société en Société par actions simplifiée.

S.S. 

Sous sa forme nouvelle, la Société sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les Sociétés par actions simplifiées et par les nouveaux statuts ci-après établis.

Cette transformation effectuée dans les conditions prévues par la loi n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La dénomination de la Société, son objet, sa durée et son siège social restent inchangés.

Le capital social reste fixé à la somme de 319.729 euros. Il sera désormais divisé en 319.729 actions d'UN EURO (1 €) de valeur nominale, toutes de même catégorie et entièrement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Vincent BOUVET.

Les fonctions de gérant exercées par Monsieur Vincent BOUVET, prendront fin au jour de la réalisation de la condition suspensive ci-dessous visée.

La présente résolution est soumise à la condition suspensive suivante :

- Réalisation définitive de la réduction de capital par voie de rachat et annulation de titres votée à la résolution précédente.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **HUITIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Gérant à l'effet de constater, dans les conditions définies aux résolutions ci-dessus, la réalisation de la condition suspensive et en conséquence, de la réalisation définitive de la transformation de la société en société par actions simplifiée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

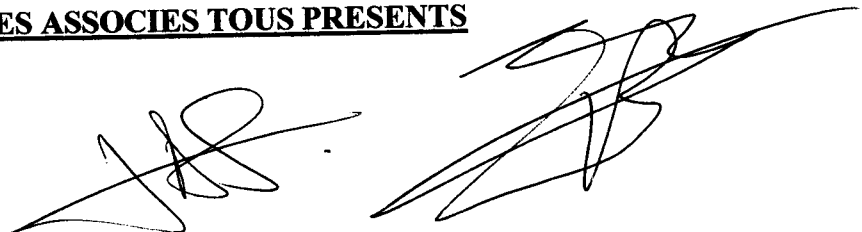
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie, d'un original ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité afférentes aux résolutions qui précèdent et notamment à Monsieur Vincent BOUVET, à l'effet de signer tous actes et pièces et généralement, faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal.

**LES ASSOCIES TOUS PRESENTS**



**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **AMIENS**

**Dénomination :** A2R  
**Adresse :** 13 rue de L'eglise 80132 Neuilly-l'hopital -FRANCE-  
**n° de gestion :** 2012B00318  
**n° d'identification :** 751 299 785  
**n° de dépôt :** A2019/000963  
**Date du dépôt :** 22/02/2019

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire  
du 07/02/2019



387312



387312

**AU PETIT CHAUDRON**

Société à Responsabilité Limitée  
Au Capital de 339.729 Euros

Siège Social : 390, route d'Abbeville  
**80120 RUE**

751 299 785 R.C.S. AMIENS

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 7 FEVRIER 2019**

Le SEPT FEVRIER,  
De l'An DEUX MIL DIX NEUF, à QUATORZE Heures, les Associés de la Société « AU PETIT CHAUDRON », Société à Responsabilité Limitée, au Capital de TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (339.729 €), divisé en TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF (339.729) parts de UN Euro (1 €) chacune, dont le Siège est à RUE (Somme) – 390, route d'Abbeville,

SE SONT REUNIS à au siège social sur la convocation qui leur a été faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la Présidence de Monsieur **Vincent BOUVET**, Gérant.

Le Président constate :

**QUE SONT PRESENTS A LA REUNION**

- Monsieur **Vincent BOUVET**, propriétaire de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF parts sociales, ci .....319.729
- Monsieur **Sébastien SUEUR**, propriétaire de VINGT MILLE parts sociales, ci .....20.000

**TOTAL DES PARTS PRESENTES :**  
**DEUX PARTS SOCIALES, ci .....339.729**

Le Président constate, en conséquence, que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à l'unanimité des associés.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

## **ORDRE DU JOUR**

- Constatation de la réalisation de la réduction de capital social d'une somme de 20.000 euros par voie de rachat de parts sociales.
- Modification corrélative des articles 6, 7 et 8 des statuts.
- Changement de dénomination et modification corrélative des statuts.
- Transfert de siège social et modification corrélative des statuts.
- Modification de l'objet social et modification corrélative des statuts.
- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social.
- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée.
- Nomination du Président de la Société.
- Pouvoir en vue des formalités.
- Questions diverses.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- Un exemplaire de la lettre de convocation envoyée à chacun des Associés non gérants.
- Le rapport de la Gérance.
- Le rapport du Commissaire à la transformation,
- Le projet de statuts de la Société sous la forme de Société par Actions Simplifiée
- Le texte des résolutions qui sera proposé au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

Il indique également que le rapport du Commissaire à la Transformation a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce le 13 décembre 2018 conformément aux dispositions de l'article L.123-105 du Code de commerce.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Le Président donne ensuite, lecture du rapport de la Gérance.

Il est également donné lecture du rapport du Commissaire à la transformation.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir rappelé qu'il a été décidé le 26 décembre 2018, de réduire le capital social d'un montant de VINGT MILLE EUROS (20.000 €) par voie de rachat par la Société de 20.000 parts sociales composant son capital appartenant à Monsieur Sébastien SUEUR, en vue de leur annulation.

Ladite opération a été autorisée sous condition suspensive qu'aucune opposition des créanciers n'ait été signifiée dans le délai de 30 jours, à compter de la date de dépôt de ladite Assemblée

au Greffe du Tribunal de Commerce d'AMIENS, ou, en cas d'oppositions des créanciers, du rejet de celles-ci.

Que le prix de rachat a été fixé à la somme de TRENTE TROIS MILLE HUIT CENTS EUROS (33.800 €).

Que le procès-verbal de l'Assemblée des Associés en date du 26 décembre 2018 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'AMIENS le 7 janvier 2019.

Qu'à la suite du dépôt au greffe, aucun créancier n'a fait opposition sur ladite opération de réduction de capital, pendant le délai légal de 30 jours.

En conséquence, l'Assemblée Générale constate que les VINGT MILLE (20.000) parts sociales de Monsieur Sébastien SUEUR sont rachetées à compter de ce jour par la Société ce qui est constaté au présent acte, et sont immédiatement annulées à compter de ce jour, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 décembre 2018.

Le capital social est réduit de VINGT MILLE EUROS (20.000 €), pour être ramené de TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (339.729 €) à TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (319.729 €), par rachat, à réaliser immédiatement par la gérance, et annulation de VINGT MILLE (20.000) parts sociales.

Les parts sociales objets du présent rachat sont annulées et les sommes dues à Monsieur Sébastien SUEUR au titre de cette réduction de capital lui seront versées au siège social à compter de ce jour.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Gérant à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

En conséquence de la résolution précédente, les modifications apportées aux articles 6, 7 et 8 des statuts par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 décembre 2018 sont définitives, et les articles seront désormais rédigés comme suit :

#### **« ARTICLE 6 – APPORTS**

*Lors de la constitution de la société, il a été apporté en numéraire la somme de CENT EUROS, ci ..... + 100 euros*

*Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 29 août 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de 319.629 euros par apport effectué par Monsieur Vincent BOUVET de son entreprise individuelle de restauration exploité à RUE (80120) 390 route d'Abbeville et évalué à la somme de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SIX CENT VINGT NEUF EUROS, ci ..... + 319.629 euros*

*Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 26 novembre 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de VINGT MILLE EUROS par apport en numéraire de Monsieur Sébastien SUEUR, ci ..... + 20.000 euros*

*Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 7 février 2019, il a été décidé de réduire le Capital d'une somme de 20.000 Euros par voie de rachat puis d'annulation de 20.000 parts sociales, ci ..... - 20.000 euros*

-----  
**TOTAL DES APPORTS : TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS, ci .....319.729 EUROS**

### **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (319.729 €).*

*Il est divisé en TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF (319.729) parts sociales de 1 euro chacune, entièrement libérée.*

### **ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES**

*Les parts sociales sont attribuées en totalité à Monsieur Vincent BOUVET, Associé Unique et intégralement libérée ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **TROISIEME RESOLUTION**

Comme conséquence de la réalisation définitive de la réduction de capital, l'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la Société, qui devient à « A2R » à compter de ce jour.

L'article 3 des statuts, sera libellé de la façon suivante :

### **« ARTICLE 3 – DENOMINATION**

*La dénomination de la société est : « A2R »*

*Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L » et de l'énonciation du montant du capital social ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

Comme conséquence de la réalisation définitive de la réduction de capital, l'Assemblée Générale décide de transférer le Siège Social situé actuellement à RUE (Somme) – 390, route d'Abbeville, à NEUILLY L'HOPITAL (80132) – 13, rue de l'église et ce à compter de ce jour.

L'article 4 des statuts sera rédigé de la façon suivante :

« *ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL*

*Le siège social est fixé à NEUILLY L'HOPITAL (80132) – 13, rue de l'église.*

*(Le reste de l'article est sans changement) ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **CINQUIEME RESOLUTION**

Comme conséquence de la réalisation définitive de la réduction de capital, et conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 décembre 2018, l'Assemblée Générale, décide de modifier, à compter de ce jour, l'objet social de la société pour :

- L'Acquisition, la vente, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers.
- Toutes prises de participations dans des sociétés ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières.
- La gestion, l'achat, la vente de ces participations par tous moyens à sa convenance.
- Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées.

En conséquence, l'article 2 des statuts est modifié comme suit :

#### **« ARTICLE 2. OBJET**

*La société a pour objet, en France et dans tous pays :*

- *L'Acquisition, la vente, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers.*
- *Toutes prises de participations dans des sociétés ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières.*
- *La gestion, l'achat, la vente de ces participations par tous moyens à sa convenance.*
- *Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées ».*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **SIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance et du rapport du Commissaire à la transformation établi par le Cabinet VDB et Associés, sur la situation de la

Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social de la Société et les éventuels avantages particuliers conformément aux dispositions des articles L 223-43 et L 224-3 du Code de commerce, constate que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, approuve expressément la valeur des biens composant l'actif social et constate l'absence d'avantage particulier au profit d'associés ou de tiers.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, du rapport du Commissaire à la transformation sur la situation de la Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les éventuels avantages particuliers établi conformément aux dispositions des articles L 223-43 et L 224-3 du Code de commerce, et après avoir constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital, conformément à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 décembre 2018, décide, en application des dispositions des articles L 223-43 et L 227-3 dudit Code de commerce, de transformer la Société en Société par Actions Simplifiée.

Sous sa forme nouvelle, la Société sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les Sociétés par Actions Simplifiées et par les nouveaux statuts ci-après établis.

Cette transformation effectuée dans les conditions prévues par la loi n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La dénomination de la Société, son objet, sa durée et son siège social restent inchangés.

Le capital social reste fixé à la somme de 319.729 euros. Il sera désormais divisé en 319.729 actions d'UN EURO (1 €) de valeur nominale, toutes de même catégorie et entièrement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Vincent BOUVET.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **HUITIEME RESOLUTION**

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée, l'Assemblée Générale adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **NEUVIEME RESOLUTION**

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par actions Simplifiée, l'Associé Unique met fin au mandat de Gérant de Monsieur Vincent BOUVET, et lui donne quitus pour l'exercice de son mandat pour la période du 1 avril 2018 à ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

1000

## DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme, à compter de ce jour, en qualité de Président de la Société pour une durée indéterminée :

- Monsieur Vincent BOUVET, demeurant à NEUILLY L'HOPITAL (80132) 13 rue de l'église

Né à ABBEVILLE (Somme)  
Le 27 février 1980  
De nationalité Française

Monsieur Vincent BOUVET, accepte les fonctions qui lui sont conférées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés dans le cas où la société devienne détenue par plusieurs associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## ONZIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale que la transformation de la société « A2R » (ex AU PETIT CHAUDRON) en Actions Simplifiées est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## DOUZIEME RESOLUTION

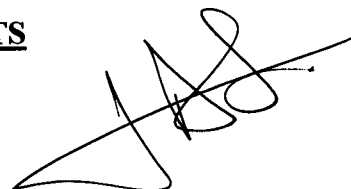
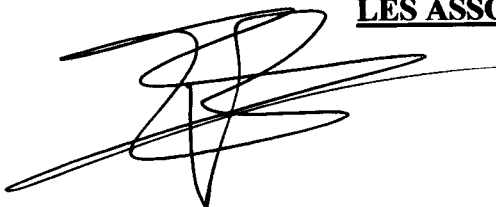
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie, d'un original extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité aux résolutions qui précèdent et notamment à Monsieur Vincent BOUVET, à l'effet d'actes et pièces et généralement, faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

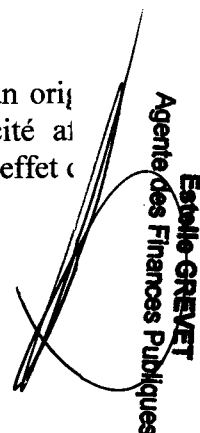
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal.

## LES ASSOCIES TOUTS PRESENTS



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
AMIENS 1  
Le 15/02/2019 Dossier 2019 00007274, référence 8004P01 2019 A 00795  
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €  
Total liquidé : Zero Euro  
Montant reçu : Zero Euro  
L'Agent administratif des finances publiques

  
Estelle GREVET  
Agent des Finances Publiques

**DUPLICATE**

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **AMIENS**

**Dénomination :** A2R  
**Adresse :** 13 rue de L'eglise 80132 Neuilly-l'hopital -FRANCE-

**n° de gestion :** 2012B00318  
**n° d'identification :** 751 299 785

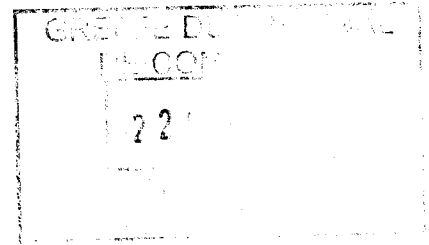
**n° de dépôt :** A2019/000963  
**Date du dépôt :** 22/02/2019

**Pièce :** Rapport du commissaire à la transformation du  
07/12/2018



387314

387314



**SARL AU PETIT CHAUDRON**

Société à Responsabilité Limitée au capital de 339 729 €

Siège social : 390 route d'Abbeville

80120 Rue

SIRET : 751 299 785 00012  
APE : 5610 A

**Rapport du commissaire à la transformation  
et du commissaire aux comptes sur la transformation  
de la société « AU PETIT CHAUDRON » société à responsabilité  
limitée en société par actions simplifiée**

---



S.A.S. D'EXPERTISE COMPTABLE  
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
15, Avenue Paul Claudel - 80480 DURY  
Tél. 03 22 53 45 00 - Télécopie 03 22 95 69 43  
E-mail : vdb@vdbassociates.fr  
Capital social de 250.000 €  
R.C.S. Amiens B 581 720 729  
N° TVA : FR 85581720729

Aux Associés,

En notre qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L223-43 du Code de commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L 224-3 du même code par décision des associés en date du 27 novembre 2018, nous avons établi le présent rapport afin :

- de vous présenter notre analyse de la situation de votre société ;
- de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R- 224-3 du Code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

→ **Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la société**

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la compagnie des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à analyser la situation de la société au regard de caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse est la suivante :

**Sur les comptes clos au 31/03/2018 :**

- Les derniers comptes annuels arrêtés le 31/03/2018 qui n'ont fait l'objet, ni d'audit, ni d'un examen limité, font apparaître un :
  - ⇒ Un chiffre d'affaires de 591 K€
  - ⇒ Un résultat d'exploitation de 47 K€
  - ⇒ Un résultat net de -13 K€, après prise en compte d'un résultat exceptionnel de -60 K€, subséquent à la moins-value réalisée lors de la cession du fonds de commerce de restauration avec gîtes connu sous le nom « Au petit chaudron », situé et exploité à Rue (80120), 390 route d'Abbeville et des actifs rattachés, cession intervenue en février 2018.
  - ⇒ Consécutivement, cette société n'a plus d'activité depuis février 2018.

⇒ Au 31/03/2018, il restait néanmoins inscrit à l'actif :

|                                                       |               |
|-------------------------------------------------------|---------------|
| Du matériel de transport                              | 19 K€         |
| La créance relative à la cession du fonds de commerce | 270 K€        |
| Des autres créances                                   | 29 K€         |
| Des disponibilités                                    | 286 K€        |
| <b>Total actif</b>                                    | <b>605 K€</b> |

⇒ Il en résultait au passif, des capitaux propres pour 591 K€ qui se décomposaient ainsi :

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Capital social                | 340 K€        |
| Réserve légale                | 34 K€         |
| Report à nouveau              | 231 K€        |
| Résultat au 31/03/2018        | - 13 K€       |
| <b>Total capitaux propres</b> | <b>591 K€</b> |

⇒ Après prise en compte des différentes dettes pour 14 K€, le total du bilan passif atteignait 605 K€.

Sur la situation comptable au 30/09/2018 :

- La situation comptable établie au 30/09/2018 qui n'a fait l'objet ni d'un audit, ni d'un examen limité, laisse apparaître un déficit de 18 K€
- La société n'exerce plus d'activité depuis février 2018, néanmoins, la société a supporté la rémunération du Dirigeant sur les premiers mois du nouvel exercice, charge à l'origine du déficit de 18 K€ sur 6 mois.
- Au cours de cette période de 6 mois, la créance de 270 K€ s'est trouvée apurée.
- Consécutivement au 30/09/2018, était inscrit à l'actif :

|                          |               |
|--------------------------|---------------|
| Du matériel de transport | 16 K€         |
| Des autres créances      | 19 K€         |
| Des disponibilités       | 544 K€        |
| <b>Total actif</b>       | <b>579 K€</b> |

⇒ Le passif de la société au 30/09/2018 se décomposait ainsi :

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Capital social                | 340 K€        |
| Réserve légale                | 34 K€         |
| Report à nouveau              | 218 K€        |
| Résultat au 31/03/2018        | - 18 K€       |
| <b>Total capitaux propres</b> | <b>573 K€</b> |
| Autres dettes                 | 6 K€          |
| <b>Total passif</b>           | <b>579 K€</b> |

→ **Mission du commissaire à la transformation**

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la compagnie des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- A contrôler par sondage les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- A vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celle utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels, est au moins égal au montant du capital social.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

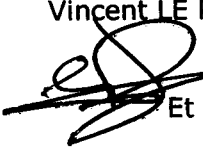
Nous n'avons pas relevé d'avantages particuliers.

DURY, le 7 décembre 2018

VDB ET ASSOCIES  
Représenté par :

Vincent LE PAGE

François GARNIER

   
Commissaire aux Comptes  
Et Commissaire à la Transformation

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **AMIENS**

**Dénomination :** A2R  
**Adresse :** 13 rue de L'eglise 80132 Neuilly-l'hopital -FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2012B00318  
**n° d'identification :** 751 299 785  
  
**n° de dépôt :** A2019/000963  
**Date du dépôt :** 22/02/2019

**Pièce :** Statuts mis à jour du 07/02/2019



387311

# **GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** ..... **AMIENS**

SELARL S.FOUQUES.H.CABOCHE-  
FOUQUES & A.EHORA  
15 Rue DHAVERNAS BP 71024  
Case 52  
80010 AMIENS CEDEX 1

Nos références : n° de dépôt : **A2019/000963**  
n° de gestion : **2012B00318**  
n° SIREN : **751 299 785 RCS Amiens**

## **CERTIFICAT DE DEPOT D'ACTES**

Le greffier du Tribunal de Commerce d'Amiens certifie avoir procédé le 22/02/2019 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société de :

A2R - Société par actions simplifiée  
13 rue de L'eglise 80132 Neuilly-l'hopital -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

**Statuts mis à jour du 07/02/2019 (1 exemplaire)**  
**Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 07/02/2019 (1 exemplaire)**  
**Procès-verbal d'assemblée générale du 26/12/2018 (1 exemplaire)**  
**Rapport du commissaire à la transformation du 07/12/2018 (1 exemplaire)**

Concernant les événements RCS suivants :

**Adjonction d'activité du 07/02/2019**  
**Décision sur la modification du capital social du 07/02/2019**  
**Modification de la dénomination de la personne morale du 07/02/2019**  
**Modification relative aux dirigeants d'une société du 07/02/2019**  
**Modification de la forme juridique ou du statut particulier du 07/02/2019**  
**Modification des principales activités du 07/02/2019**  
**Sté pluripersonnelle devient unipersonnelle du 07/02/2019**  
**Suppression partielle d'activité du 07/02/2019**  
**Transfert siège social et établissement principal du 07/02/2019**  
**Modification adresse personnelle dirigeant du 07/02/2019**

Fait à Amiens, le 22/02/2019

Le Greffier



**A2R**

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle  
Au capital de 319.729 Euros

Siège social : 13, rue de l'église  
**80132 NEUILLY L'HOPITAL**

751 299 785 R.C.S. AMIENS

22 FEV. 2019

**STATUTS**

**MIS A JOUR AU 7 FEVRIER 2019**

## **A2R**

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle  
Au capital de 319.729 Euros

Siège social : 13, rue de l'église  
**80132 NEUILLY L'HOPITAL**

751 299 785 R.C.S. AMIENS

## **STATUTS MIS A JOUR** **AU 7 FEVRIER 2019**

### **LE SOUSSIGNE**

- Monsieur **Vincent BOUVET**, demeurant à NEUILLY L'HOPITAL (80132) – 13, rue de l'église, célibataire majeure non bénéficiaire d'un pacte civil de solidarité.

Né à ABBEVILLE (80),  
Le 27 février 1980,  
De nationalité française.

**A ETABLI, AINSI QU'IL SUIIT, LES STATUTS DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE QU'IL A DECIDE D'INSTITUER.**

### **ARTICLE 1. FORME**

Il a été constitué le 3 mai 2012 une société dénommée « AU PETIT CHAUDRON » sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée.

Cette société a été transformée sous la forme de Société par Actions Simplifiée le 7 février 2019 régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne sous sa forme actuelle de SAS.

### **ARTICLE 2. OBJET**

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- L'Acquisition, la vente, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers.
- Toutes prises de participations dans des sociétés ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières.
- La gestion, l'achat, la vente de ces participations par tous moyens à sa convenance.
- Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités ci-dessus énoncées.

### **ARTICLE 3. DENOMINATION**

La dénomination de la Société est "A2R".

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

### **ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à **NEUILLY L'HOPITAL (80132) – 13, rue de l'église.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du Président, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

### **ARTICLE 5. DUREE**

La durée de la Société est fixée à **QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années** à compter du 3 mai 2012, date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

### **ARTICLE 6. EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le **PREMIER AVRIL** et se termine le **TRENTE ET UN MARS** de chaque année.

### **ARTICLE 7. APPORTS**

Lors de la constitution de la société, il a été apporté en numéraire la somme de CENT EUROS, ci ..... + 100 euros

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 29 août 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de 319.629 euros par apport effectué par Monsieur Vincent BOUVET de son entreprise individuelle de restauration exploité à RUE (80120) 390 route d'Abbeville et évalué à la somme de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SIX CENT VINGT NEUF EUROS, ci ..... + 319.629 euros

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 26 novembre 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de VINGT MILLE EUROS par apport en numéraire de Monsieur Sébastien SUEUR, ci ..... + 20.000 euros

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale Extraordinaire en date du 7 février 2019, il a été décidé de réduire le

Capital d'une somme de 20.000 Euros par voie de rachat puis  
d'annulation de 20.000 parts sociales, ci ..... - 20.000 euros

-----  
**TOTAL DES APPORTS : TROIS CENT DIX NEUF MILLE  
SEPT CENT VINGT NEUF EUROS, ci ..... 319.729 EUROS**

#### **ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF EUROS (319.729 €).

Il est divisé en TROIS CENT DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT NEUF (319.729) actions d'UN EURO (1 €) chacune, de montant nominal, entièrement libérées, numérotées de 1 à 319.729.

#### **ARTICLE. 8-1 APPORTS EN INDUSTRIE**

La Société peut émettre des actions en rémunération des éventuels apports en industrie qui lui sont effectués.

Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la Société et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Les actions représentatives d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel.

Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

La valeur de ces actions sera évaluée régulièrement, tous les deux ans, et pour la première fois dans un délai de six mois à compter de leur émission, dans les conditions précisées à l'article L 225-8 du Code de commerce.

#### **ARTICLE 9. COMPTES COURANTS**

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avance en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

#### **ARTICLE 10. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émissions d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, l'associé unique ou les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### **ARTICLE 11. FORME DES VALEURS MOBILIERES**

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### **ARTICLE 12. LIBERATION DES ACTIONS**

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

#### **ARTICLE 13. TRANSMISSION DES ACTIONS**

##### **I - Transmission des actions entre vifs**

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

### *En cas de perte du caractère unipersonnel de la Société*

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

La cession ou transmission des actions entre associés est libre.

Dans tous les autres cas, les actions ne peuvent être cédées entre conjoints, ascendants, descendants et à des tiers qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, y compris celles du Cédant.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix en cas de cession à titre onéreux, les nom, prénoms, adresse, nationalité du cessionnaire ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro de RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux).

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés.

Cette notification est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les associés non cédants sont tenus, dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que l'associé Cédant ne préfère renoncer à son projet.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les associés non cédants (ou par la ou les personnes qu'ils se seraient substitués) ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions sera celui proposé par le tiers cessionnaire pressenti, ou à défaut d'accord entre les parties sur le prix ainsi proposé, par voie d'expertise dans les conditions de l'article 1843-3 du Code Civil, sur la base d'une valorisation des titres de participation détenus par la Société.

Le prix de rachat devra être payé, selon les modalités arrêtées d'un commun accord entre les parties, sur une durée maximum de trois ans à compter de la signature des actes de cession.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, dans les conditions prévues aux présents statuts et aux stipulations extrastatutaires, soit de les annuler.

### II – Transmission des actions par décès ou liquidation de communauté

La transmission des actions suite au décès de l'associé unique est libre.

Si les actions de l'associé unique dépendent d'une communauté de biens entre époux, la liquidation de la communauté du vivant des époux ne peut attribuer des actions au profit de l'époux non associé que si l'époux associé y consent.

*En cas de pluralité d'associés :*

En cas de décès d'un associé, la Société continuera avec son ou ses héritiers, sous réserve d'agrément dans les conditions prévues aux statuts. A défaut d'agrément, le ou les héritiers ont droit à la valeur des actions de l'auteur, déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Tout héritier ou ayant-droit, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès du Président qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les actions qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, la désignation d'un mandataire commun doit être faite parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation du mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Tout acte de partage est valablement notifié à la Société par le co-partageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant-droit notifie, le cas échéant, à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au Juge des référés du lieu du siège social, de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte de procéder au partage.

Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la Société, sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

#### **ARTICLE 14. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

#### **ARTICLE 15. LOCATION D'ACTIONS**

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L 239-2 du Code de commerce.

Le locataire des actions doit être agréé dans les conditions prévues ci-dessus.

Le défaut d'agrément interdit la location effective des actions.

Pour que la location soit opposable à la Société, le Contrat de location, établi par acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou par acte authentique, doit lui être signifié par acte extra judiciaire ou accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

La fin de la location doit également être signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres nominatifs de la Société.

Cette mention doit être supprimée du registre des titres dès que la fin de la location a été signifiée à la Société.

Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société.

Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachées aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Conformément aux dispositions de l'article R 225-68 dernier alinéa du Code de commerce, le titulaire du droit de vote attaché aux actions nominatives louées depuis un mois au moins avant la date de l'insertion de l'avis de convocation doit, même s'il n'en fait pas la demande, être convoqué à toute assemblée par lettre ordinaire.

Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat.

En outre, si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent également être évaluées à la fin de chaque exercice comptable.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

#### **ARTICLE 16. PRESIDENT DE LA SOCIETE**

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

##### **Désignation**

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

##### **Durée des fonctions - Rémunération**

Le Président est nommé pour une durée déterminée ou indéterminée, selon la décision de l'Assemblée.

Le Président personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Le Président peut être révoqué, à tout moment sans juste motif qui n'ouvrira droit à aucune indemnisation.

Elle est prononcée par décision collective des associés.

##### **Rémunération**

Les modalités de la rémunération du Président sont déterminées par les associés. S'il est associé le Président peut participer à la décision relative à la fixation de sa rémunération.

Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission et pour le compte de la société.

##### **Cessation des fonctions**

Les fonctions de Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;

- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de 3 mois. Ce délai pourra être réduit au cas où la société aurait pourvu à son remplacement dans un délai plus court ;
- par l'impossibilité pour le Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois mois ;
- par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment et n'ayant pas à être motivée.

#### Pouvoirs

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

Le Président **devra être autorisé par décision ordinaire des associés**, sous condition que la société comporte d'autres associés, à défaut le Président pourra librement prendre toutes décisions, avant la conclusion des actes suivants :

- Régularisation d'un contrat de travail entre le Président, le Directeur Général et la Société.
- L'acquisition et la cession de participations dans d'autres entreprises ou la constitution de sûretés sur ces participations ;
- L'apport de fonds de commerce à une autre société et la vente ou la mise en location-gérance de l'entreprise entière ou de parties de l'entreprise ;
- L'achat, la vente, l'échange ou l'apport de tous immeubles ou droits immobiliers ;
- L'octroi d'un cautionnement ou de toute autre garantie par la Société au titre d'engagements contractés par des tiers ;
- Abandon de créances.
- Acquisition et cession d'éléments d'actifs ;
- Souscription d'emprunts ;
- Investissements au-dessus de 10.000 euros.

#### Délégations de pouvoirs

Le Président peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

### **ARTICLE 17. DIRECTEUR GENERAL**

#### Désignation

L'Assemblée Générale peut, sur proposition du Président, nommer une personne morale ou une personne physique en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

#### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire de l'Associé Unique ou de la Collectivité des Associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment mais sa révocation doit être motivée sous peine de dommages-intérêts.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- Dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- Exclusion du Directeur Général associé ;
- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

#### Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée par décision de l'Associé Unique ou par décision collective des associés, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 18 des statuts.

#### Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

### **ARTICLE 18. CONVENTIONS REGLEMENTEES- COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et le Président-associé unique.

Lorsque le Président n'est pas associé, les conventions intervenues, autres que celles mentionnées au dernier alinéa du présent article, entre celui-ci, directement ou par personnes interposées, et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique ou à la collectivité des associés, ainsi que les conventions intervenues avec des associés disposant de 10 % ou plus du capital et des droits de vote de la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes.

### **ARTICLE 19. COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, seules sont tenues de désigner au moins un **Commissaire aux Comptes**, les SAS (art. L 227-9-1 Code commerce) :

- dépassant, à la clôture d'un exercice social, certains seuils pour deux des critères suivants : 1 000 000 € de total de bilan, 2 000 000 € hors taxes de chiffre d'affaires et un nombre moyen de vingt salariés permanents employés au cours de l'exercice (art. R 227-1, al. 1 issu Code commerce) ;

- ou qui contrôlent une ou plusieurs sociétés ou encore qui sont contrôlées par une ou plusieurs sociétés au sens de l'article L 233-16, II et III Code Commerce (contrôle exclusif ou conjoint).

Lorsque les conditions fixées par la loi, rendant obligatoire la nomination d'un commissaire aux comptes, sont remplies, l'associé unique ou la collectivité des associés désignera alors, pour une durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Si ces conditions ne sont pas remplies, la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative et c'est à l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions requises pour les décisions, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

## **ARTICLE 20. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

L'associé unique est seul compétent pour prendre toutes décisions sans exception.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'informations et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 21. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés.

La collectivité des associés est seule compétente pour les décisions suivantes :

- Transformation de la Société ;
- Modification du capital social : (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi) augmentation, amortissement et réduction ;
- Fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- Dissolution ;
- Nomination des Commissaires aux comptes ;
- Nomination, rémunération, révocation du Président ;
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- Modification des statuts ;
- Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Consentir toutes garanties, emprunter toutes sommes, céder ou acquérir tous actifs ;
- Donner ou prendre en location-gérance tout fonds de commerce ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Investissement de plus de 10.000 Euros ;

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés, à l'exception de celles qui porteraient sur une modification statutaire qui doivent être prises à la majorité des trois quart des voix des associés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;

### MODALITE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévue par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

### DEMEMBREMENT DES ACTIONS

Sauf stipulation contraire de la Loi ou des Statuts, les Usufruitiers bénéficient à l'égard de la Société de toutes les prérogatives des associés ; les Nu -propriétaires doivent participer aux Assemblées Générales à titre d'information, mais ne sont pas titulaires du droit de vote.

### ASSEMBLEES

Les Associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 5 % du capital peut convoquer lui – même une assemblée des associés.

Selon l'article L 2323-67 du Code du Travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers.

Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles numérotées ci-dessus.

Quelque soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au compte.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## **ARTICLE 22. DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES**

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

## **ARTICLE 23. COMPTES ANNUELS**

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport de gestion sur la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux comptes dans les 6 mois de la clôture de l'exercice.

Lorsque les comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports du Commissaire aux comptes, lors de cette décision collective.

#### **ARTICLE 24. AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non.

Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

##### *En cas de pluralité d'associés*

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserve dont il ou elle règle l'affectation et l'emploi.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels ces prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

#### **ARTICLE 25. DISSOLUTION-LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils ont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable.

Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

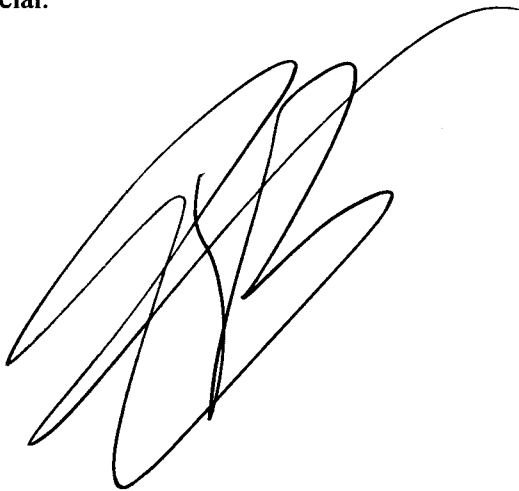
Le surplus, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou est réparti entre les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

#### **ARTICLE 26. CONTESTATIONS**

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.